

Poste à pourvoir

Type de contrat : **CDD LRU enseignant-chercheur** au titre de l'article L954-3 du code de l'éducation

Collège/Institut/Ecole de rattachement : Collège DSPEG

Unité de formation : Faculté de droit

Le cas échéant, département de recherche : DETS

Laboratoire : Institut Léon Duguit

Section(s) CNU ou discipline : Section 02 droit public

Intitulé du profil : Droit public

Durée du contrat proposé : 1 an

Date de début du contrat : 01/09/2024

Rémunération proposée : INM 479 soit une rémunération mensuelle brute de 2 358,01 €

Profil enseignement

Volume horaire d'enseignement sur la durée du contrat :
128h CM ou 192HETD

Filières de formation concernées :
L1, L2, L3, M1

Matières enseignées :
Toutes matières de droit public, plusieurs cours sont à pourvoir, notamment en droit administratif et en finances publiques.

Objectifs pédagogiques : Pourvoir aux besoins d'enseignements en droit public, en Licence et en Master, sur les sites de Pessac, Agen et Périgueux.

Profil recherche (le cas échéant)

Le chercheur recruté aura vocation à contribuer au développement des différents programmes de recherche porté par l'Institut Léon Duguit. Ceux-ci interrogent, en cohérence avec les axes du Département DETS, les transformations qui affectent le droit administratif.

Le chercheur recruté pourra ainsi contribuer à approfondir et à mettre en cohérence les initiatives existantes mettant en résonance la diversité des risques et crises traversant l'action publique et les mutations qu'elles impliquent quant aux grandes notions du droit administratif, par exemple :

- crises sécuritaire et sanitaire / police administrative (colloque *Liberté, Égalité, Fraternité : de la devise républicaine au droit public du vivre ensemble*, 11 et 12 avril 2024) ;

- crise environnementale / domaine public (Webinaire sur *L'érosion du littoral*, 8 avril 2024) ;
- risque technologique / droits fondamentaux ;
- crise démocratique / service public et finances publiques (journée annuelle des finances publiques) ;
- crise sociale / service public (colloque sur *le droit administratif, le chômage et le service public de l'emploi*, 3 mai 2024)

Dit autrement, il s'agira de nourrir une dynamique de recherche transversale investissant les terrains du droit de la santé, du droit des collectivités territoriales, du contentieux administratif ou encore des finances publiques, et portant sur les mutations qu'impliquent, dans le droit de l'action publique, l'émergence de risques majeurs et la survenance de crises ponctuelles ou durables de nature diverse (sécuritaire, sanitaire, environnementale, technologique, démocratique...).

De même, le chercheur recruté pourra s'investir dans le cadre de recherches à dimension interne et comparatiste menées par les membres de l'Institut Léon Duguit autour de la notion de « besoins essentiels » (alimentation, énergie, accès à l'eau, logement) et de ce que l'émergence de cette notion dit des évolutions de la notion de service public (colloque en novembre 2024).

Eu égard à la transversalité des projets de recherche poursuivis, les champs de recherche englobent donc le droit administratif général, mais encore les droits administratifs spécialisés tant dans la composante exorbitante de ces derniers que dans leur composante de droit commun.

Profil recherché :

Diplôme(s) exigé(s) : Doctorat

Compétences requises : Capacité à prendre en charge tout enseignement de droit public, notamment en droit administratif et en finances publiques

Contacts

Rédacteur du profil : Baptiste TRANCHANT

Contact pédagogique : Baptiste TRANCHANT – baptiste.tranchant@u-bordeaux.fr

Le cas échéant, contact recherche : Sylvain NIQUEGE – sylvain.niquege@u-bordeaux.fr